



Sommes nous conscients de l'état alarmant des sols au niveau mondial ?

Conférences, rapports, articles de presse évoquent les effets irréversibles du réchauffement climatique et les indispensables changements de comportements qu'il faudrait adopter. Les règlements abondent pour justifier la nécessité de préserver la qualité de l'eau ou celle de la biodiversité.

Il est beaucoup question de transition, d'adaptation, d'anticipation pour tenter de prévenir, amoindrir les conséquences de potentiels phénomènes climatiques violents. Les actions à mener se focalisent sur le fait de réduire les rejets dans l'atmosphère, repenser les aménagements des territoires, promouvoir sobriété et efficacité énergétique... autant de mesures éminemment nécessaires, bien sûr...

Mais...

... si l'on ne prend pas garde à la quasi disparition de la source nourricière que constituent les sols, à quoi bon ?? C'était notre souci en 1990 lorsque l'association a été créée : comment nourrir les êtres humains si les sols sont dégradés ou pollués à long terme par des métaux lourds, substances chimiques, radioéléments, et maintenant des nano particules...

L'un des objectifs de notre parcours associatif consiste à tenter de préserver le foncier pour développer les circuits maraîchers de proximité face aux appétits de promoteurs avides de terrains pour construire hangars et bâtiments sur des terres agricoles proches d'axes routiers. C'est parce que les coûts des transports sont dérisoires et la main d'œuvre autochtone sous payée que les productions de fruits, légumes voire de fleurs privent trop de peuples du Sud de leur souveraineté alimentaire et pire, de leurs terres.

Nous avons signé l'Appel de Paris pour appuyer la signature du règlement Européen REACH (2007) concernant les quantités de pesticides autorisées et surtout l'évaluation des risques potentiels sur la santé qu'ils représentent : nous militons pour une application plus stricte des décrets. Nous sommes aussi très attentifs aux éventuelles autorisations de cultures OGM en France pour les contrecarrer aussitôt.

Nous avons dénoncé les tentatives de marchandisation du vivant lors du sommet de Nagoya. Les écosystèmes, les insectes ont un rôle inestimable. Les plantes dites « sauvages » se révèlent indispensables, précieuses pour nourrir, guérir et même réparer les agressions subies par les milieux : aucune cotation boursière ne peut les remplacer !

Nous menons une veille citoyenne à propos de l'accaparement des terres agricoles par des multinationales avides de productions agroindustrielles telles des monocultures pour des agro carburants ou la fabrication d'huile de palme. Nous nous associons aux réseaux qui tentent d'empêcher de telles pratiques.

Depuis 1990 nous n'avons eu de cesse chercher à réhabiliter les sols de notre Région. En 2002 nos travaux avant-gardistes d'essais de phytotechnologies autour du site de Metaleurop n'ont pu aller à leur terme du fait de la fermeture du site, du manque de moyens financiers mais aussi de confiance de la part de certains experts scientifiques. Nous n'avons pas baissé les bras et dix ans plus tard nous sommes sur le point de voir naître un pôle de recherche à Halluin concernant la dégradation des dioxines issues de l'incinération de déchets ménagers grâce à des champignons microscopiques... notre Vœu pour 2012 ??

Anita Villers

Sommaire

DOSSIER SOLS

p 2: "au secours la terre disparaît!"

p 3: Comment en est-on arrivé là?

Où sont passés les vers de terre?

L'Inra relativise

p 4: Peut-on réparer les sols?

p 5: OGM: La lutte des

paysans contre Monsanto

p 6: Autre lutte; le droit de semer ses propres semences

ACTU EDA

p 6: Collectif Sortir du Nucléaire: chaîne humaine
Commission particulière débat public

BREVE: bonne nouvelle en Bolivie!

p 8: La famille EDA s'aggrandit

AGENDA AG EDA



Co-financé par la DREAL
Nord Pas de Calais

imprimé sur papier recyclé

photo Vedura.fr

Environnement et Développement Alternatif

23 rue Gosselet 59000 Lille Tél: 03 20 52 02 12 Fax: 03 20 86 26 06

Membre de la MRES Site internet: www.eda-lille.org

LE point sur les sols

Au moment où, à notre modeste niveau, nous « devrions » peut-être concrétiser à Halluin l'incroyable prémonition de Danielle Poliautre à penser que la nature est un atout précieux pour réparer les méfaits des activités humaines, la prise de conscience de la précarité des sols semble s'amplifier à l'échelon mondial.

Un article publié récemment a particulièrement attiré notre attention : le propos est en phase avec nos propres constats et préoccupations concernant

la fragilité des sols et la nécessité de leur préservation.

D'un côté, cela nous a rassurés sur nos propres ressentis, d'un autre cela pointe l'urgence à être de plus en plus nombreux sensibilisés au problème pour tenter d'inverser une dérive qui pourrait risquer d'être, elle aussi, hélas, irréversible.

« Au secours la Terre disparaît » Quelques extraits de Planète info, octobre 2001

Partout, les terres s'épuisent et risquent de ne plus pouvoir nourrir l'humanité : érosion des sols, productions intensives, usage massif de la chimie ou encore progression inexorable du béton des villes et des routes qui stérilise à jamais notre bonne vieille glèbe. **La terre est une ressource non renouvelable** : les sols se renouvellent grâce à l'altération de roches dures par la pluie, ce qui crée des minéraux meubles – l'argile – qui permettent aux végétaux de pousser. Un phénomène qui se produit sur des millénaires. A l'échelle humaine, la terre est donc une ressource non renouvelable. Entre 200 et 1000 ans sont nécessaires pour former 2,5 centimètres de sols.

Aux États-Unis en seize années : la profondeur moyenne des sols dans le pays (la couche de terre arable) était de 23 centimètres il y a deux siècles. Aujourd'hui elle se situe à 15 centimètres. Résultat: des terrains autrefois fertiles sont abandonnés.

De nombreuses études lancent l'alarme : dix millions d'hectares de terres arables sont détruits et abandonnés chaque année dans le monde à cause de pratiques agricoles non soutenables écrit David Pimentel, professeur à l'université Cornell aux États-Unis et spécialiste des sols... « *Aujourd'hui, 0,27 hectare est disponible par personne (2700 m²). Dans quarante ans, à cause de la perte de terres et de l'augmentation de population, il restera seulement 0,14 hectare par personne soit tout juste 1/6ème d'un terrain de foot* »...

C'est en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, que l'érosion frappe le plus fort : une perte

de 30 à 40 tonnes de terre par hectare par an, environ 17 tonnes par an en Europe et aux États-Unis. Sur tous les continents, cette érosion s'étend bien au-delà de la capacité de renouvellement des sols. L'usage important de produits fertilisants n'est pas tenable à long terme.

En quinze ans, l'érosion des sols a provoqué une baisse de rendements céréaliers de 80 % dans plusieurs régions des Philippines.

La dégradation des sols donnera lieu à une baisse de productivité agricole de 30 %, d'ici vingt-cinq à cinquante ans.

En France, rares sont ceux qui tirent la sonnette d'alarme. Parmi eux, **Lydia et Claude Bourguignon**, fondateurs du Laboratoire d'analyse microbiologique des sols (Lams), spécialisé dans les techniques de préservation des sols agricoles.

Selon ces agronomes, l'agriculture intensive a détruit près de 90 % de l'activité biologique dans certains sols cultivés en Europe.

« *Les chambres d'agriculture reconnaissent qu'il y a un problème. Elles parlent de "fatigue des sols", pour pudiquement dire "mort des sols"* », observe Claude Bourguignon.

« *L'état des sols en France, en Europe et dans le monde est assez désastreux. Nous avons connu une chute extrêmement importante. En 1950, il y avait 4 % de matière organique dans les sols. Nous sommes descendus à 1,4 %. On ne peut plus descendre en dessous de ce niveau* », prévient Lydia Bourguignon.

Comment en est-on arrivé là ?

Les labours trop profonds entraînent une baisse de la qualité et de la quantité de la matière organique en surface, perturbent la faune et exposent les sols à l'érosion. **L'emploi excessif d'engrais chimiques, le désherbage** exterminent faune et bactéries.

Les cultures intensives utilisent toute la plante, y compris la tige et les feuilles, et privent les sols de matière organique. **L'absence de haies ou de cultures «couverture»** qui protégeaient les sols, favorise l'érosion et le lessivage de nutriments de base tels azote, phosphore, potassium... essentiels pour la production agricole.

Où sont passés les vers de terre ?

Selon les études états-uniennes, un hectare de terre fertile contient en moyenne 1,7 tonne de bactéries, 2,7 tonnes de champignons et une tonne de vers de terre, qui par leurs mouvements brassent une masse considérable de glèbe. *«Une vie foisonnante travaille les sols : sur chaque hectare, dans les 20 premiers centimètres de profondeur, vous trouvez*

L'Inra, relativise ...

... estimant manquer de statistiques solides et de recul.

«Il n'y a pas de données qui montrent que la situation empire », considère Frédéric Darboux, chercheur en science du sol dans une des unités spécialisées, à Orléans. « L'érosion, ce n'est pas nouveau : déjà avant la Révolution française, dans les Cahiers de doléances, les paysans s'exprimaient sur ce problème. »

Mais, pour Dominique Arrouays, également chercheur à l'Inra, *«il y a effectivement des raisons de s'inquiéter car le phénomène est relativement irréversible même si pour des raisons techniques, nous ne savons pas bien quantifier les baisses de biodiversité liées aux usages agricoles ».*

20 % du territoire serait concerné par une érosion trop importante. Le grand Sud-Ouest, la vallée du Rhône ou le pourtour méditerranéen sont les premiers touchés, de même que les vallées limoneuses de Picardie et du Nord. Bref, difficile

« C'est un problème plus grave encore que le réchauffement climatique ... un jour prochain, on n'observera pas seulement une chute de la productivité, mais une non-production. » prévient Daniel Nahon, professeur de géosciences à l'université Paul Cézanne d'Aix-en-Provence.,

À cela s'ajoute **l'irrigation**, qui sale les sols, **la contamination par des métaux lourds**, ainsi que **le tassement** par l'utilisation de machines de plus en plus lourdes, qui peuvent endommager tout l'écosystème. Sans oublier **la transformation de terres agricoles en zones urbaines ou commerciales, en autoroutes.**

l'équivalent, en poids, de 500 moutons ! » précise Daniel Nahon à ce sujet.

Un chiffre divisé par cinq dès lors que la terre est cultivée et bien plus lorsque les pratiques agricoles ne respectent pas les sols. *« Il y a quelques années, on avait déjà atteint le niveau de 100 kg/ha de vers de terre. Un résultat effrayant »,* s'inquiète Lydia Bourguignon : 10 fois moins que la normale !

de savoir, en France, le niveau de gravité de la situation.

Une vingtaine d'unités de l'Inra travaillent sur l'étude de notre humus. Le **Réseau de mesure de la qualité des sols (RMQSt)** pourra livrer des éléments un peu plus précis à partir de 2018, une fois terminée sa deuxième campagne de prélèvements.

Autre outil : la **Base de données analyse des terres (BDAT)**, qui vise à regrouper toutes les analyses réalisées à la demande d'agriculteurs, sur les teneurs en éléments fertilisants ou l'acidité. *« Il faudra une dizaine d'années de plus pour vérifier les tendances »,* explique Dominique Arrouays.

Trop tard, estime Claude Bourguignon, qui ne mâche pas ses mots :

« À l'Inra, ils ont attendu que les sols meurent avant de lancer des programmes de mesures, pour faire des courbes intéressantes. Ils sont parfaitement conscients de ce qui se passe. »

La France est en retard : en Grande-Bretagne, des relevés systématiques des sols sont réalisés depuis 1978 !

LE point sur les sols

Peut-on réparer les sols ?

« Si les mesures sont difficiles, les techniques qui permettent de réduire l'érosion sont assez connues à l'Inra », souligne Frédéric Darboux. À défaut de pouvoir évaluer avec précision le problème, au moins peut-on y apporter des solutions !

Le plus urgent : une révolution culturelle, estime Daniel Nahon.

« En France, les agriculteurs écoutent ce que leur disent les ingénieurs, ils ne veulent pas changer de méthode. »

« Dans l'État du Tamil Nadu, en Inde, des vers de terre ont été introduits dans des terres détruites. Après trois ans, la production de thé sur ces terres a augmenté de 35 à 240 % », Aux États-Unis, les chercheurs préconisent les rotations de cultures, la mise en place de brise-vent, de haies, de bandes herbées... : résultat : « Sur 30 % des terres aux États-Unis, on ne pratique plus le labour, facteur

important de la dégradation des sols, alors qu'en France cela ne concerne qu'une infime proportion des terres. »

Les solutions techniques ne pourront jamais égaler la complexité des sols.

« Des agriculteurs nous demandent ce qu'on peut faire pour leurs terres. Mais quand il n'y plus de faune, de matière organique, on ne peut pas régénérer d'un coup de baguette magique », estime Claude Bourguignon.

« Depuis vingt ans, on est pris pour des hurluberlus. Si on avait agi plus tôt, on ne se serait pas mis en danger. » « Avec les engrais, on ajoute de l'azote, du phosphore, du potassium, mais la plante puise une trentaine de micro-éléments dans la terre, qui sont absents des fertilisants. Et cela coûte très cher de copier les éléments naturels », poursuit Lydia Bourguignon.



Deux thèses s'affrontent...

« L'agriculture n'aurait jamais dû être autre que bio. Avec la Révolution verte, on est retourné au néolithique et à son système de monoculture sur brûlis. On a fait un bond en arrière de 6000 ans en cinquante ans, s'emporte Claude Bourguignon. Il faut aller plus loin avec les connaissances modernes et les techniques anciennes. »

« Si on veut plus de terres arables, il faut gagner sur les terres arides, c'est-à-dire les terres gelées, les terres trop salées et donc inventer des plantes qui peuvent vivre sur ces terres », estime de son côté Daniel Nahon. Il défend la « génétique fonctionnelle » pour « stimuler les plantes ».

Des innovations technologiques qui pourraient aggraver la situation et augmenter les inégalités, au lieu de régler le problème à la source, en ré interrogeant les modes de

production agricole. Une fuite en avant, comme souvent, à défaut de prendre soin de la terre ?

Sources

Pimentel David, *Soil erosion : a food and environmental threat*, 2006.

Claude et Lydia Bourguignon, *Le sol, la terre et les champs : pour retrouver une agriculture saine*, éd. Sang de la Terre, 2008 et 2010

Daniel Nahon, *L'Épuisement de la terre, L'enjeu du XXIe siècle*, éd. Odile Jacob, février 2008

David Pimentel , Anne Wilson, *Population mondiale, agriculture et malnutrition*, WorldWatch Institute.

Extraits article *Planète-info* – octobre 2011



LE point sur les sols

Les petits paysans n'ont de cesse de lutter

pour préserver leurs sols et nourrir sainement les êtres humains !

Juillet 2011 : 270.000 fermiers bio se sont levés contre Monsanto qui, ces dernières années, a écrasé méthodiquement l'agriculture bio indépendante.

Ils ont intenté une procédure judiciaire pour tenter de garder une part du marché mondial à l'alimentation bio indépendante. La plainte provient de près de 60 fermes familiales, d'entreprises semencières et d'organisations agricoles biologiques.

Ce collectif mené par OSGATA- Organic Seed Growers et Trade Association - enjoint Monsanto de ne pas contaminer les exploitations par les OGM de colza Genuity® et Roundup Ready®.

Ces agriculteurs bio disent que leurs cultures de maïs, coton, betteraves à sucre ainsi que d'autres ont été contaminées par les OGM Monsanto, et que même si la contamination fut largement naturelle et involontaire, Monsanto persiste à poursuivre des centaines d'agriculteurs

pour violation de brevet.

Il ne s'agit plus seulement pour ces agriculteurs de préserver le bio mais aussi la survie de leurs exploitations biologiques indépendantes contre lesquelles Monsanto mènent un harcèlement juridique continu.

Dan Ravicher, président de la Public Patent Foundation (PUBPAT), Fondation pour les licences libres, a déclaré dans un communiqué que l'affaire se résumerait à *"Monsanto a-t-il le droit de poursuivre les agriculteurs biologiques pour violation de brevet quand les graines ou pollen OGM Monsanto atterrissent sur leurs propriétés."*

"Il paraît assez "tordu" qu'un fermier bio contaminé par les semences OGM puisse être attaqué pour violation de brevet : le volume des plaintes déposés par Monsanto et les poursuites engagées contre des fermiers par centaines pour violation de brevet, a conduit la PUBAT à déposer une plainte pour protéger l'intérêt des 270 000 « victimes ».

Fabienne Leroy-Ribeiro



Où en est le procès : " Les fermiers vont ils obtenir gain de cause" ??

merci à Grégoire Jacob pour la traduction de ce texte d'anglais en français

Le 31 janvier dernier, au tribunal de Manhattan, la cour a entendu les arguments des deux parties qui s'affrontent avec d'un côté l'avocat de Monsanto qui expliquait que le danger de contamination des récoltes était purement hypothétique, et de l'autre, les avocats du collectif OSGATA, constitué de fermiers indépendants, de semenciers et d'organisations agricoles, qui, au contraire, ont pointé les risques et souffrances des petits récoltants. Pendant plus d'une heure, les arguments de ce collectif ont pu être entendus et **la décision**

du tribunal sera rendue d'ici deux mois. En plus des risques de contamination, les avocats ont expliqué que certains fermiers avaient tout simplement cessé leur activité, de peur de voir leurs récoltes contaminées et donc, d'être redevables auprès de Monsanto.

Ce collectif, qui représente maintenant plus de 300 000 personnes, a également expliqué que depuis 12.000 ans, le monde agricole avançait grâce à la solidarité et l'envie de produire mieux et en plus grandes quantités en choisissant les meilleures semences alors que depuis 2 décennies et l'arrivée du premier brevet OGM Monsanto, ce n'est plus que la terreur qui règne chez eux tous.

LE point sur les sols Le droit de semer...?



Autres luttes : le droit de semer ses propres semences !!

Les « Bouffée d'air » de l'année 2011 ont été jalonnés d'articles évoquant les luttes incessantes à ce sujet : que ce soient les militants de l'association "Kokopelli", de l'association "Les deux haricots", et surtout les femmes de tous les continents venues témoigner lors du forum de Dakar de leurs difficultés quotidiennes pour pouvoir simplement assurer la subsistance de leur famille face à la main mise infernale des lobbies agroalimentaires !

L'alerte doit être permanente ! La lutte constante... partout...



Après Bruxelles le 17 avril 2011 devant le parlement européen où Najeha Abid, du premier jardin collectif international créé à Göttingen en 1995, était présente; c'est à Paris, le 18 décembre 2011 que des petits producteurs de la Confédération

Paysanne ont manifesté pour dénoncer une loi qu'ils estiment « scélérate » car **les privant tout simplement du droit de semer !!**

En effet, le 28 novembre, le parlement français a adopté une proposition de loi qui remet en cause « un droit ancestral : celui de ressemer une partie de leur propre récolte d'une année sur l'autre » !

Ils seront tenus de verser une taxe aux semenciers dès lors qu'ils réutiliseront des semences protégées par le certificat d'obtention végétale. Jusqu'à présent, la contribution volontaire obligatoire n'était imposée que pour le blé. La nouvelle loi étend cette taxe à 21 espèces !

Au final, il deviendrait plus cher de ressemer ses propres semences que d'acheter celles des monopoles semenciers !! Ce qui amplifie leur colère c'est que cette loi sur « les semences de ferme » a été votée en catimini !



Jean Ziegler
DESTRUCTION MASSIVE
Géopolitique de la faim

Jean Ziegler, ancien rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation n'a de cesse de lutter contre la faim dans le monde. Son dernier livre

« destruction massive » est un cri d'alarme dénonçant les milliards d'euros versés aux Banques et la défaillance criante des fonds nécessaires au Programme Alimentaire Mondial !

Il évoque la façon dont les entreprises multinationales contrôlent le marché de l'alimentation soutenues par « les trois cavaliers de l'Apocalypse » que sont l'Organisation Mondiale du Commerce, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Pour eux, réclamer une réforme agraire, un salaire minimum, le subventionnement d'aliments de base pour sauver des vies est une hérésie : la faim ne sera vaincue qu'avec la libéralisation totale du marché et la privatisation de tous les secteurs publics.

« Un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné » écrit-il. Sans relâche, toute sa vie, il aura alerté les opinions pour empêcher une dérive insupportable !



Quelques chiffres extraits de son livre ...

... toutes les cinq secondes un enfant de moins de 10 ans meurt de faim alors que l'agriculture mondiale pourrait nourrir sans problème 12 milliards d'humains...

... en 18 mois le prix du maïs a augmenté de 93%, la tonne de riz est passée de 105 à 1 010 dollars et la tonne de blé meunier a doublé depuis septembre 2010...

... il faut brûler 352 kilos de maïs pour produire 50 litres d'agro carburant. Or ce maïs permettrait à un enfant en Zambie ou au Mexique de manger et de vivre pendant un an !



Collectif Régional Sortir du Nucléaire : préparation de la chaîne humaine à Lille en écho avec celle programmée par le réseau au niveau national entre Lyon et Avignon pour réclamer une sortie du nucléaire en 20 ans.



Commission Particulière du Débat Public – projet ligne très haute tension (400 000 volts) entre Avelin et Gavrelle –
EDA a participé à plusieurs réunions publiques. Au fil du temps les arguments d’habitants, d’élus opposés au projet se sont affûtés, amplifiés. Les membres de Réseau Transport Electricité ont alors

démultiplié les propositions en faveur d’enfouissement partiel sur courtes distances de lignes de faible voltage ou sur une recherche de poteaux s’intégrant au mieux dans le paysage. Quant à leur réponse aux arguments d’EDA et de quelques autres intervenants sur la remise en cause du projet lui-même... c’est en juillet 2012, au vu de l’examen des 16 cahiers d’acteurs qui ont finalement été rédigés (consultables sur www.debatpublic-lillearrastht.org) que la réponse sera donnée... mais... à nos yeux, tout est déjà prêt pour sortir la panoplie des mesures compensatoires et négociées, village par village !!

Un article de presse locale récent (Voix du Nord) indique qu’à Fruges, RTE investit 23 millions d’euros pour implanter sur un terrain de 15 ha le **premier poste source en France dédié à l’électricité issue de futures éoliennes**. La légende de la photo prouve que l’abandon du projet n’est pas du tout envisagé « poteaux, fils et un gros transformateur seront installés pour injecter l’électricité des éoliennes sur la ligne à très haute tension » et que le débat ne concerne pas le fond du problème « nécessité de cette ligne » mais simplement les mesures compensatoires plus ou moins importantes selon la vigueur des contestations locales !

Brève: une bonne nouvelle

La Bolivie ne construira pas de route dans le TIPNIS

Le mouvement **Sauvons la forêt** a soutenu les revendications et la marche engagée par les indiens. Le 19 août 2011, plus de 20.000 signatures recueillies dans une pétition multilingue ont été remises à l’ambassade de Bolivie à Paris. Connu mondialement comme premier président indigène et son engagement pour l’environnement et les peuples autochtones, le président bolivien Evo Morales a promulgué

une loi (Ley Corta) impliquant l’interdiction de construire la route prévue à travers le parc national de TIPNIS.

Ceci est l’aboutissement de protestations incessantes exprimées par les populations autochtones. Au cours d’une longue marche des indiens vers La Paz il y eut 50 blessés et de nombreuses arrestations, dont le meneur du groupe. Ces violences ont provoqué la démission de deux ministres et influencé la décision du Président. La protection de leur habitat naturel est désormais inscrite dans la loi.

Zéro pesticide, des communes le font de plus en plus...

Jardins, massifs, ronds-points, bordures de routes, les communes doivent entretenir leurs espaces publics. Pour cela, elles utilisent souvent des pesticides, qui sont sources de pollutions, notamment de l'eau. Aujourd'hui, les initiatives de diminution, voire d'abandon de l'utilisation des pesticides, fleurissent partout en France. Avantages : la qualité de l'eau s'améliore, l'abandon des achats de produits phytosanitaires génère des économies

Un exemple récent : avec son projet **Vert Demain**, le Syndicat mixte des étangs littoraux (SIEL) accompagne les communes riveraines des étangs au sud de Montpellier, pour mettre en place des programmes zéro pesticide : **leur engagement**

fort démontre qu'il est possible de se passer de pesticides en milieu urbain. Sur six communes deux sont aujourd'hui en zéro pesticide. Les autres en sont à un niveau de 70 et 80 % de traitement naturel. La démarche est différente selon l'emplacement des espaces verts de la commune. De manière inattendue, ce sont les cimetières qui sont les plus difficiles à « mettre au naturel ». En raison de leur symbolique, le public est réfractaire à y laisser pousser des « herbes folles » ; qui plus est, les techniques alternatives sont fastidieuses sur des grandes surfaces en gravier.



Inès Adalberon :
quelques jours

Bienvenue !! La famille EDA s'agrandit...



Gaspard, petit fils de
Françoise Giroux :
quelques mois !!

LA MAUVAISE HERBE, L'ÉMISSION DE RADIO EDA...

Retrouvez l'équipe d'EDA
sur RCV 99 FM (Radio Cité Vauban)
Un dimanche sur deux à 15h

FUKUSHIMA + 1 an

10 mars: Chaîne humaine pour sortir du nucléaire
16h30 Grand Place Lille

11 mars: Chaîne humaine pour sortir du nucléaire entre Lyon et Avignon.

12 mars : Assemblée Générale – Rapport moral et bilan 2011

21 mars: Collectif Eau Equitable

1er au 7 avril: Semaine du Développement Durable